

A la Présidence du Parti socialiste suisse

Au président du Groupe socialiste aux Chambres fédérales

Appel à un débat sur la politique européenne

" Pour le socialisme, il ne peut pas y avoir, en Europe, de retour en arrière à des Etats nationaux indépendants les uns des autres voire hostiles les uns aux autres. Il ne peut y avoir, au contraire, qu'un progrès vers une intégration allant bien au-delà du marché intérieur" (Programme du Parti socialiste suisse, page 7). Pour de nombreux membres du PS, également pour nous, cet engagement en faveur de l'intégration européenne constitue une raison importante de l'appartenance au parti.

Aujourd'hui, la politique européenne est à nouveau à l'ordre du jour : avec l'accord institutionnel se pose l'une des questions politiques les plus importantes de cette décennie. Au sein du PS, il existe différentes positions à ce sujet, et c'est une bonne chose. Il est inhérent à notre diversité qu'il y ait une variété de points de vue au sein de notre parti, même sur des questions essentielles comme celle-ci. Cependant, notre histoire montre que nous avons toujours su faire face à de telles situations grâce à notre culture du dialogue et à un grand respect mutuel: le PS grandit lorsqu'il rencontre des questions difficiles. Cette longue tradition nous protège efficacement des impasses idéologiques.

Ainsi, nous appelons le PS à être conscient de ses atouts, y compris dans ce contexte particulier : le PS a besoin d'une discussion ouverte sur la question de l'accord institutionnel.

Les milieux syndicaux s'opposent à cet accord. Ils craignent qu'il ne menace la protection des salaires et ne mette en danger le service public.

D'autres forces au sein du PS voient les choses différemment. Elles estiment que l'accord institutionnel avec l'UE garantit la protection des salaires et permet surtout à celle-ci d'être mieux assurée à moyen et à long termes.

Une chose est incontestable : toutes les forces au sein du PS sont soucieuses de préserver notre esprit européen, nos emplois et notre prospérité. Parce que nous le savons tous : une mise à l'écart de la Suisse au niveau européen serait fatale tant sur le plan politique interne qu'externe.

En termes de politique étrangère, nous risquerions d'être désavantagés au niveau de la recherche, de la formation ou encore des accès au marché commun.

Au niveau interne, il y aurait un risque que de prétendues "réformes de l'économie de marché" prennent de l'ampleur comme ce fut le cas après le rejet de l'EEE. Les opposants bourgeois à l'accord institutionnel ont déjà clairement fait savoir où ils souhaitent aller : la Suisse ne doit pas participer à la "surréglementation" de l'UE mais plutôt suivre une "voie indépendante" avec le moins d'interventions étatiques possibles. Récemment, deux membres PLR du Conseil des Etats ont également demandé un "programme de remise en forme" pour la Suisse en cas d'échec de l'accord institutionnel.

Les membres du PS partagent un noyau idéologique commun : nous sommes pour la solidarité et la justice. Cela signifie qu'une protection efficace des salaires, des emplois sûrs et un service public fiable sont importants pour nous.

Là où nous ne sommes pas d'accord, c'est sur la question de savoir si un oui ou un non à l'accord institutionnel permet d'atteindre ces objectifs. Il serait dès lors incompréhensible, selon nous, que le

PS n'aborde pas cette question centrale et enterre l'accord institutionnel aux côtés de l'UDC, en huis clos au sein du Conseil fédéral ou dans les commissions parlementaires.

C'est pourquoi nous lançons cet appel : nous souhaitons un débat engagé, animé et respectueux au sein du PS et avec la population. Nous le devons à notre conscience et à notre tradition sociale-démocrate.

Beat Jans, Regierungspräsident, BS
Jacqueline Fehr, Regierungsrätin, ZH
Fredy Fässler, Regierungsrat, SG
Peter Peyer, Regierungsrat, GR
Peter Neukomm, Stadtpräsident von Schaffhausen
Erich Fehr, Stadtpräsident von Biel
Beat Züsli, Stadtpräsident von Luzern
Moritz Leuenberger, a. Bundesrat
Hans Zbinden, a. Nationalrat
Gret Haller, a. Nationalrätin
Markus Notter, a. Regierungsrat, ZH
Regine Aepli, a. Regierungsrätin, ZH
Dori Schaer-Born, a. Regierungsrätin, BE
Andreas Rickenbacher, a. Regierungsrat, BE
Urs Hofmann, a. Regierungsrat, AG
Martin Jäger, a. Regierungsrat, GR
Claudio Lardi, a. Regierungsrat, GR
Peter Siegenthaler, a. Direktor der Eidg. Finanzverwaltung
Hans Werder, a. Generalsekretär UVEK
Peter Müller, a. Direktor des Bundesamtes für Zivilluftfahrt
Walter Steinmann, a. Direktor des Bundesamtes für Energie
Daniel Woker, a. Botschafter
Ueli Gygi, a. Konzernleiter Post
Benedikt Weibel, a. CEO SBB
Margrith Hanselmann, a. Generalsekretärin Sozialdirektorenkonferenz
Lukas Wegmüller, Generalsekretär nebs

Première mise à jour du 7.5.2021:

Ruth Dreifuss, a. Conseillère fédérale
Yvette Jaggi, a. Conseillère aux Etats, VD
Gisèle Ory, a. Conseillère aux Etats, NE
Francis Matthey, a. Conseiller d'Etat, NE
Manuel Tornare, a. maire de Genève
Matthias Meyer, a. Directeur exécutif suisse à la Banque mondiale
Liliane Maury-Pasquier, a. Conseillère aux Etats, GE
Mario Carera, a. conseiller de Moritz Leuenberger

Deuxième mise à jour du 25.5.2021:

Veronica Schaller, a. Regierungsrätin BS
Ruth Lüthi-Affolter, a. Regierungsrätin BS
Christoph Brutschin, a. Regierungsrat BS/Präsident der kant. Volkswirtschaftsdirektoren
Peter Füglistaler, Direktor Bundesamt für Verkehr
Hanna Muralt Müller, a. Vizekanzlerin
Christoph Graf, a. Direktor Schweiz. Bundesarchiv

Leo Keller, Präsident FA Energie & Klima
Willi Fehlmann, Winterthur
Marianna Schwaar, a. Ressortleiterin berufl. Grundbildung im Eidg. Personalamt
Karl Schwaar, a. stv. Direktor Eidg. Finanzverwaltung
Gisela Audergon, Winterthur
Eduard Kiener, a. Direktor Bundesamt für Verkehr
Werner Stieger, Rechtsanwalt
Regula Stieger, Rechtsanwältin
Walter Ott, Ökonom
Doris Gerber-Weeber
Ulrich Sinzig, Rechtsanwältin
Ruedi Meier, Ökonom/Raumplaner

Informations supplémentaires:

- Markus Notter, a. Regierungsrat ZH
Tel. 044 740 63 65 E-Mail: mail@markusnotter.ch
- Hans Werder, a. Generalsekretär UVEK
Tel. 031 333 14 12 E-Mail : hanswerder@bluewin.ch